

RAPPORT DE PERSPECTIVES DE PROJET

Cartographie de l'alimentation durable au Canada



PARTENAIRES

Diversity Institute



EMPLACEMENTS

Partout au Canada



PUBLIÉ

Juin 2026



COLLABORATEUR

Report authors:

Wendy Cukier, Founder and Academic Director – Diversity Institute, Professor, Entrepreneurship & Innovation, Toronto Metropolitan University
Bryant M. Serre, Senior Research Associate – Diversity Institute
Andrey Kasimov, Senior Research Associate – Diversity Institute

Contributors:

Aishah Patel, Research Assistant – Diversity Institute
Sam Hampton, Senior Researcher – Environmental Change Institute, Oxford University

Sommaire

Le secteur agricole canadien éprouve des difficultés à attirer de nouveaux talents diversifiés tout en faisant face à l'insécurité alimentaire locale. De nombreux peuples autochtones et groupes en quête d'équité ne participent pas à ce secteur et font face à l'insécurité alimentaire, ce qui met en évidence des écarts importants entre la production agricole, la participation au secteur et l'accès équitable à l'alimentation. La production alimentaire communautaire, par le biais de jardins et de serres, a le vent en poupe pour lutter contre l'insécurité alimentaire, tout en offrant des parcours de compétences et une visibilité accrue aux carrières des secteurs agricole et agroalimentaire.

Bien qu'il existe de nombreux programmes, il manque une vision d'ensemble de l'offre ainsi que de la couverture géographique et démographique, ce qui empêche d'évaluer pleinement leur contribution à l'écosystème de la formation agricole. Nous avons cartographié l'écosystème actuel des initiatives d'alimentation durable et avons cherché à recenser ainsi qu'à compiler les programmes en vigueur au Canada. Nous avons analysé le contenu des programmes de formation offerts, le cas échéant, ainsi que les interventions ciblées auprès des peuples autochtones et des groupes en quête d'équité.

Nous formulons plusieurs recommandations pour les programmes d'alimentation durable, en tenant compte des obstacles uniques à la participation des peuples autochtones et des différents groupes en quête d'équité. Nous avons repéré des occasions d'accroître les compétences en intégrant davantage les technologies agricoles aux programmes alimentaires. En outre, nous recommandons d'établir des priorités régionales pour le perfectionnement des compétences, l'accompagnement et les mesures de soutien global à la persévérance scolaire, tout en tenant compte des particularités des milieux de culture et du secteur agricole et agroalimentaire dans le Nord canadien, en milieu urbain ainsi que dans les zones rurales et éloignées.

PERSPECTIVES CLÉS

- 1** Les programmes d'alimentation durable proposent majoritairement des formations axées sur les compétences de base (78 % des initiatives), lesquelles mettent en valeur les techniques élémentaires de jardinage et de culture. On observe un intérêt décroissant pour la formation aux compétences analytiques (p. ex., la gestion des opérations), qui ne touche qu'environ deux tiers des programmes, tandis que moins de 50 % d'entre eux offrent une formation technique liée aux technologies agricoles de pointe (p. ex., l'utilisation de capteurs ou les technologies de serre).
- 2** Les programmes ciblés en alimentation durable destinés aux groupes en quête d'équité révèlent des tendances importantes mais inégales : les peuples autochtones en milieu urbain, les femmes en milieu rural, les immigrants et nouveaux arrivants, ainsi que les personnes 2SLGBTQ+ sont sous-servis par rapport aux autres groupes en quête d'équité.
- 3** L'offre de programmes en alimentation durable varie selon les régions : l'Ontario concentre la plus grande part des initiatives, représentant près de 30 % de l'ensemble, tandis que le Québec et l'Alberta sont sous-représentés au regard de la contribution relative de leur population au secteur.

L'enjeu

L'agriculture canadienne fait corps avec la prospérité et la sécurité alimentaire du pays. Bien que le Canada soit un exportateur agricole majeur, le secteur peine à attirer de nouveaux talents diversifiés. De nombreux peuples autochtones et groupes en quête d'équité ne participent pas à ce secteur et font face à l'insécurité alimentaire, ce qui met en évidence des écarts importants entre la production agricole, la participation au secteur et l'accès équitable à l'alimentation. Par exemple, environ 46 % des populations autochtones vivent de l'insécurité alimentaire, et les ménages noirs sont environ deux fois plus susceptibles d'en souffrir que les ménages blancs. Parallèlement, l'insécurité alimentaire en milieu urbain a grimpé en flèche, alors que plus de 2 millions de Canadiens ont désormais recours chaque mois aux banques alimentaires et aux services de soutien connexes.

La production alimentaire communautaire, par le biais de jardins et de serres locales, gagne du terrain pour contrer l'insécurité alimentaire. Bien qu'ils remédient à l'insécurité alimentaire locale, le jardinage et la production alimentaire dépassent la seule question de l'accès à la nourriture. Ces programmes et initiatives communautaires jouent un rôle essentiel dans le choix des parcours de compétences et l'amélioration de la visibilité des carrières agricoles et agroalimentaires. Ces programmes peuvent assurer la sécurité alimentaire, lever les obstacles sectoriels à la participation et favoriser l'adoption des technologies chez les peuples autochtones et les groupes en quête d'équité, tant en milieu rural et urbain que dans les régions éloignées.

S'il existe de nombreux programmes d'alimentation durable, il manque néanmoins une vision d'ensemble de l'offre de cours ainsi que de sa portée géographique et démographique. En fin de compte, la contribution de ces programmes à l'écosystème de la formation agricole demeure incertaine. Il est urgent d'étendre les initiatives d'alimentation durable, d'y intégrer les principes d'équité et de développer les compétences nécessaires pour maintenir et accroître la capacité de production alimentaire locale.





Ce que nous examinons

Notre objectif était de recenser et de cartographier l'offre actuelle des programmes d'alimentation durable au Canada. Nous avons réalisé une cartographie de l'écosystème des initiatives au moyen de recherches ciblées sur Internet et d'un échantillonnage en boule de neige, avant de les classer selon leur répartition géographique, leur type d'organisation et les formations proposées.

Nous avons notamment posé la question suivante : « Quel type de formation des compétences, le cas échéant, les programmes d'alimentation durable offrent-ils? » Nous avons classé les offres en trois catégories. Dans un premier temps, la formation initiale consistait à initier les participants au jardinage, généralement de la semence à la récolte, ainsi qu'aux pratiques agricoles générales et à l'entretien de base. D'autre part, la formation analytique portait sur les compétences opérationnelles et de gestion, la science des sols, la conduite de la machinerie agricole, la lutte intégrée contre les ravageurs, ainsi que sur les compétences de base propres au secteur agricole et agroalimentaire, telles que la gestion du temps, le leadership et la logistique. Troisièmement, la formation technique portait sur l'utilisation des écotecnologies agricoles, notamment les systèmes d'agriculture verticale, les capteurs et la gestion d'exploitation axée sur les données.

Nous avons également posé la question suivante : « Quels sont les publics cibles des programmes d'alimentation durable, et où se trouvent-ils? » Nous avons recensé des programmes qui proposent des interventions ciblées à l'intention des peuples autochtones, des femmes, des immigrants et nouveaux arrivants, des personnes 2SLGBTQ+, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes en quête d'équité. Nous avons analysé les variations de couverture géographique ainsi que la portée de ces programmes.



Ce que nous apprenons

Grâce à notre cartographie des programmes d'alimentation durable, nous avons recensé un total de 228 initiatives, révélant un paysage hétérogène tant sur le plan de l'offre de formation que du profil démographique des participants et de la couverture géographique.

La nature des compétences enseignées s'avérait hétérogène d'un projet à l'autre, bien que principalement axée sur les compétences de base. Environ 78 % des initiatives proposaient une formation aux compétences de base, ce qui fait de ces programmes de véritables tremplins vers le secteur agricole pour les participants. La formation analytique est intégrée dans environ deux tiers des programmes, tandis que moins de la moitié d'entre eux proposent un volet technique axé sur les technologies agricoles de pointe. Les disparités régionales sur le plan de l'offre de formation étaient marquées : l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse privilégiaient le rehaussement des compétences techniques, tandis que les autres provinces de l'Atlantique, soit Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick, se concentraient sur la formation initiale. Les occasions de formation technique s'avèrent plus concrètes là où sont implantées des serres communautaires et des fermes modulaires, notamment en milieu urbain ou nordique; elles demeurent toutefois limitées dans les régions à forte vocation agricole qui s'en remettent à des programmes de jardins traditionnels ou de parcelles collectives.

Les programmes ciblés pour les peuples autochtones et les groupes en quête d'équité révèlent des tendances importantes, mais inégales. Les peuples autochtones bénéficient de nombreuses possibilités de programmes dans les territoires, mais ceux qui vivent en milieu urbain disposent de moins de soutien. Les femmes bénéficient de moins de soutien, malgré la place prépondérante qu'elles occupent dans les secteurs émergents des écotechnologies agricoles et de l'agriculture urbaine. Les personnes immigrantes et nouvellement arrivées sont également mal desservies, très peu de programmes étant adaptés à leurs besoins, y compris dans les provinces comptant une forte population immigrante comme l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta. Très peu d'initiatives ciblent explicitement les communautés 2SLGBTQ+ ou les personnes en situation de handicap, bien que la recherche ait mis en évidence des obstacles majeurs à leur participation à la production alimentaire. Toutefois, l'offre de soutiens intégrés peut indirectement favoriser la participation des groupes en quête d'équité.

Nos recherches nous ont permis de dégager diverses possibilités régionales visant à renforcer la sécurité alimentaire et à optimiser les parcours de compétences. Il convient d'accorder la priorité aux occasions de formation au Québec et en Alberta, compte tenu du déficit de programmes par rapport aux taux de participation sectoriels; une telle mesure pourrait ainsi atténuer la forte insécurité alimentaire observée dans ces régions. En particulier, pour favoriser la participation des femmes, les programmes des Prairies devraient mettre l'accent sur l'intégration des écotechnologies agricoles propres aux grandes cultures d'oléagineux et de céréales. En Ontario, il convient plutôt d'accroître le soutien à l'acquisition de compétences analytiques transférables vers la gestion d'exploitation et la planification de la relève. En Alberta, il s'avère nécessaire de renforcer la formation technique et analytique des personnes immigrantes et nouvellement arrivées afin d'accroître leur participation. Cette approche se distingue de celle préconisée en Ontario et en Colombie-Britannique, où l'accent doit plutôt être mis sur l'accès au secteur et sur la valorisation de l'agtech, des compétences numériques et des carrières techniques. Les populations autochtones du Nord, des communautés et des réserves bénéficient d'un soutien ciblé; en revanche, les infrastructures et les programmes font cruellement défaut pour les Autochtones vivant en milieu urbain. En milieu urbain, il s'avère nécessaire d'accroître l'offre de formation afin de répondre aux besoins réels des peuples autochtones, tout en favorisant la souveraineté alimentaire et la production locale.

★ Pourquoi c'est important

Le Canada doit s'attaquer à l'insécurité alimentaire croissante, stimuler la participation au sein du secteur agricole et agroalimentaire, et continuer à tracer des parcours de compétences adaptés à des exploitations de plus en plus technologiques.



État des compétences :
Pour une main-d'œuvre
canadienne résiliente : Les
compétences à acquérir dès
maintenant et pour l'avenir

L'exercice de cartographie de l'écosystème met en lumière un large éventail d'initiatives axées sur la sécurité alimentaire et la durabilité, dont plusieurs comportent des volets de développement des compétences. Nous avons constaté que de nombreux programmes offrent une formation de base, alors que les occasions de rehaussement des compétences demeurent limitées. Par ailleurs, lorsque les programmes offraient un soutien concerté aux peuples autochtones et aux groupes en quête d'équité, nous avons constaté que les définitions communautaires d'une alimentation saine et durable n'étaient pas toujours prises en compte. De plus, le ciblage des bénéficiaires ne correspond pas toujours à la composition démographique locale, ce qui laisse certaines communautés sous-représentées et privées d'un soutien adéquat dans le secteur.

Ces initiatives visent en priorité les femmes, les immigrants et les nouveaux arrivants des régions rurales, de même que les Autochtones vivant en milieu urbain. Parallèlement, un écart subsiste lorsqu'il s'agit de répondre aux enjeux urgents liés aux compétences et à l'emploi dans le secteur, tout comme de pérenniser les initiatives communautaires; pour de nombreux participants issus de la diversité, ces dernières constituent pourtant un premier point d'accès aux carrières du milieu agricole. Nous présentons plusieurs recommandations visant à optimiser les programmes ainsi qu'à accroître leur capacité à structurer les parcours de compétences.

En premier lieu, les programmes ciblant les femmes dans le secteur des grandes cultures devraient prioriser l'adoption de l'agtech et l'acquisition de compétences techniques, permettant ainsi de déconstruire le stéréotype sexiste voulant que l'agriculture soit une affaire d'hommes et le jardinage une affaire de femmes. Pour les personnes immigrantes et nouvellement arrivées, il convient de renforcer la visibilité des programmes et d'y intégrer l'agtech, les outils numériques et les spécialisations techniques afin de faciliter leur transition vers les professions qualifiées du secteur.

Plusieurs concepteurs des écotecnologies agricoles développent des technologies évolutives qui gagneraient à être intégrées aux activités de durabilité alimentaire; une telle démarche permettrait de remédier au manque de visibilité auprès des divers acteurs du secteur. De plus, les programmes devraient s'appuyer sur les établissements d'enseignement supérieur et les « pôles d'innovation ». En effet, la collaboration avec ces institutions et des partenaires éducatifs non traditionnels permet d'enrichir la diversité et de renforcer l'efficacité des formations proposées.

Pour bâtir une main-d'œuvre résiliente capable de répondre et de s'adapter aux mutations du marché du travail, qu'elles surviennent sous l'effet de perturbations imprévisibles ou dans le cadre de transitions à plus long terme, nous devons mettre en place un éventail de parcours de formation et de perfectionnement professionnel qui doteront la population des compétences dont elle a besoin pour s'intégrer et progresser dans des marchés du travail dynamiques, opérer des transitions et se reconvertir.

[Lire le rapport](#)

Il convient d'enrichir l'offre de rehaussement des compétences au sein des programmes alimentaires traditionnels (comme les parcelles individuelles et les jardins communautaires). Cela inclut l'usage de capteurs environnementaux pour le suivi de l'humidité du sol, de l'air et de la température, ainsi que de systèmes de vision artificielle pour le dépistage des maladies, des ravageurs et de l'état des cultures.

Les priorités sectorielles régionales devraient être intégrées dans les programmes de durabilité alimentaire. Par exemple, si les femmes des Prairies requièrent des formations adaptées aux grandes cultures d'oléagineux et de céréales, celles de l'Ontario ont plutôt besoin de compétences analytiques appliquées à la gestion opérationnelle et à la planification de la relève. En Alberta, l'établissement de parcours de compétences s'avère nécessaire pour orienter les personnes immigrantes et nouvellement arrivées vers des postes à faible intensité physique, tels que prestataires de services ou superviseurs agricoles. En revanche, l'Ontario et la Colombie-Britannique doivent d'abord miser sur la visibilité fondamentale du secteur. Les populations autochtones vivant en milieu urbain sont moins prioritaires que celles vivant dans des réserves ou dans des régions isolées.

Devant la diversité des acquis offerts par les programmes de durabilité alimentaire, il convient d'établir un référentiel de compétences unifié. Un tel outil permettra de comprendre comment transposer les aptitudes de base en compétences analytiques et techniques avancées. La participation à la transition vers les écotecnologies agricoles exigera également des compétences accrues en intelligence artificielle, en gestion des données et en littératie numérique. Cet apport est essentiel pour doter les communautés des notions de base et des outils requis pour s'approprier ces innovations.

Enfin, si de nombreux programmes intègrent les enjeux de durabilité alimentaire, ils omettent souvent de recueillir ou de consigner les données démographiques de leurs participants. Il s'avère nécessaire d'améliorer l'évaluation des programmes afin de mieux cerner le vécu des peuples autochtones et d'autres groupes en quête d'équité.

Des questions sur notre travail ? Souhaitez-vous avoir accès à un rapport en anglais ou en français ? Veuillez contacter communications@fsc-ccf.ca.

Comment Citer Ce Rapport

Diversity Institute. (2026) Rapport sur les perspectives du projet : Cartographie de l'alimentation durable au Canada : lutter contre l'insécurité alimentaire et créer des parcours de compétences vers le secteur agricole. Toronto : Centre des Compétences futures.
<https://fsc-ccf.ca/research/mapping-food-sustainability-canada/>

Cartographie de l'alimentation durable au Canada est financé par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Compétences futures. Les opinions et les interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles du gouvernement du Canada.

Remerciements aux communautés autochtones

Le Centre des Compétences futures est conscient du fait que les Anishinabés, les Mississaugas et les Haudenosaunee entretiennent une relation spéciale avec le territoire dans le cadre du pacte « plat à une cuillère » (Dish With One Spoon) où est situé notre bureau, et qu'ils sont tenus de partager et de protéger le territoire. À titre d'initiative pancanadienne, le CCF exerce ses activités sur le territoire traditionnel de nombreuses nations autochtones de l'île de la Tortue, nom donné au continent nord-américain par certains peuples autochtones. Nous sommes reconnaissants de pouvoir travailler sur ce territoire et nous nous engageons à apprendre notre histoire commune et à contribuer à la réconciliation.

© Copyright 2026 – Future Skills Centre / Centre des Compétences futures